

SOCIÉTÉ

societe.union@sonapresse.com

Prison centrale de Libreville : des attestations pour les participants au Programme Youthmobile

Sveltana NTSAME NDONG
Libreville/Gabon

FACILITER la réinsertion sociale des détenus. C'est l'ambition poursuivie par les plus hautes autorités du pays à travers la mise en place des programmes tels que Youth Mobile à la prison centrale de Libreville initié par l'Unesco avec l'appui des ministères de la Justice et des Affaires sociales. Lequel vise, entre autres, à créer de l'émulation par la vulgarisation, la promotion et la formation en programmation informatique des applications mobiles des jeunes (filles et garçons) détenus. C'est dans ce cadre que la ministre de la Justice, garde des Sceaux et chargée des Droits l'homme, Erlyne Antonela Ndembet-Damas, a présidé hier la cérémonie de remise des attestations de fin de formation aux participants audit programme, en présence

de plusieurs autres membres du gouvernement.

Au total, 8 prisonniers dont 2 femmes et 12 formateurs ont reçu leurs attestations des mains des autorités présentes à cette cérémonie.

Pendant 3 mois, ces récipiendaires ont donc été formés " à la programmation mobile sur l'application SNAP ", a indiqué le représentant résident de l'Unesco au Gabon, Eric Voli bi .

Occasion pour le garde des Sceaux d'exhorter aussi bien les formateurs que les détenus à faire bon usages de ces nouveaux acquis. " Le certificat qui va vous être délivré ce matin constitue une nouvelle chance qui vous est offerte pour vous permettre au sortir de la prison de repartir sur de nouvelles bases " a-t-elle notamment recommandé aux bénéficiaires.



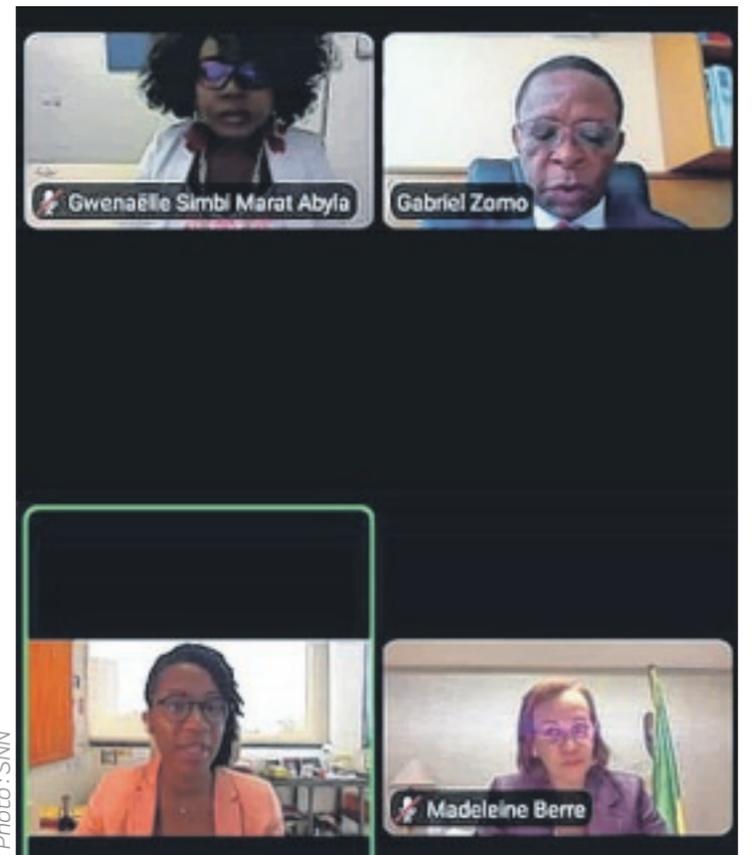
La ministre en charge des droits de l'Homme remettant son attestation de formation à un détenu.

Droits économiques des femmes : encore des efforts à faire

Frédéric Serge LONG
Libreville/Gabon

FORCE non négligeable de travail et source capitale de propositions, la femme ne jouit toujours pas de son plein potentiel dans notre pays, notamment sur le plan économique. Raison pour laquelle la 2e édition du webinaire Women in Africa (WIA) a placé hier cette situation au centre de son talk, organisé en partenariat avec Gabon Égalité et la Fondation Sylvia Bongo Ondimba pour la famille. Les intervenants sont : Madeleine Berre, ministre de la Fonction publique ; Nicole Nguema Metogo, expert national en genre et droits humains, Gwenaëlle Simbi Marat Abyla, analyste risques opérationnels chez Natixis et Pr Gabriel Zomo, enseignant titulaire à la faculté de sciences économiques et de gestion à l'université Omar-Bongo.

Même si beaucoup a été fait pour assurer sécurité et bien-être physique à la femme, beaucoup reste encore à faire. Heureusement que l'action gouvernementale, à travers la réforme des Codes civil et pénal, l'instauration de la loi 006/2021 et le nouveau Code



Les participants lors des échanges par webinaire Women in Africa, hier.

du travail, lui apporte l'équilibre et l'égalité tant souhaitée. Mais, comme l'a relevé la ministre Berre, trop de domaines importants de l'activité économique du pays reste encore hors de portée pour la femme, notamment dans les secteurs minier et pétrolier.

D'où la nécessité de réaliser davantage d'efforts vers la liberté économique et financière de la gent féminine. Ce qui passe, a assuré Gwenaëlle Simbi Marat Abyla, par un accompagnement conséquent, la mise en réseau, la priorisation des besoins, etc.

Le clin d'œil de *lybek*

